

fait la navette entre les bureaux publics et la résidence gubernatoriale.

Nous verrons M. Angers à l'œuvre, ministre fédéral et chef du parti conservateur, avec M. Abbott; peut-être profitera-t-il de son succès pour essayer sur les Canadiens la taxe directe dont le projet lui tenait jadis tellement au cœur que les libéraux durent le chasser du pouvoir pour épargner à notre bonne Province de Québec cette imposition aussi injuste que tyrannique et impopulaire.

Quand le temps sera venu, nous en reparlerons.

Et maintenant, que devient Sir Hector?

Un paysan disait un jour qu'avec les débris des vieilles lunes on faisait les grosses étoiles.

Avec les déchets de la politique on fait des lieutenants-gouverneurs; la lieutenance de Québec nous semble destinée après le départ de M. Angers au fidèle de l'oncle Tom ou à Sir Adolphe.

Tant mieux; en notre qualité de libéraux nous nous rejoyissons de l'une ou de l'autre de ces nominations.

En 1852, le *Pays* pesait ainsi la doctrine de notre démocratie canadienne:

"Consacrer et défendre en toute occasion les droits généraux du peuple; étendre les privilèges du corps qu'il représente; étouffer et couper dans sa racine tout ce qui ressemble de près ou de loin à une prérogative royale, à un privilège individuel, à un principe monarchique, à une pratique despotique."

Lorsque l'humble cultivateur, qui a conquis à force de labeur, de peine et de souffrances un humble domaine, trouve dans son champ quelques-unes de ces souches énormes contre lesquels ses efforts sont impuissants, il s'en rapporte au temps et aux éléments pour détruire ces derniers vestiges de l'antique forêt, pour pourrir ce tronc stérile, et en disperser les débris aux quatre vents du ciel.

Il en doit être ainsi de nous.

Laissons Sir Hector ou Sir Adolphe s'asseoir sur ce siège pseudo-royal, et dormir sous les lambris dorés de Spencer Wood.

Pour les esprits clairvoyants, il n'y aura pas d'indice plus certain de l'écroulement à courte échéance de ce pouvoir bâtarde.

Attendons, le temps fera sûrement son œuvre; à ce seul contact corrompu et corrompateur qui a déjà infecté tout Ottawa, nous verrons bientôt s'abattre rongée, pourrie comme les traditions qu'elle représente, cette beauté vermoulue où s'est tenté le dernier et suprême assaut contre les libertés populaires conquises par nos vieux Patriotes de '37 et '38.

DEMOS.

EDUCATION

REFORMONS L'ENSEIGNEMENT

M. Tarte, dans le *Canadien* du 5 octobre, publie un article sur la situation politique à Québec. Après avoir montré que l'esprit de partisanerie poussé jusqu'à l'aveuglement empêche le bon et véritable fonctionnement des institutions parlementaires, il ajoute:

"Le *Canadien* le disait l'autre matin, et il le redit aujourd'hui: notre système d'instruction publique est au fond de nos misères et de nos échaffourées. Il faut y introduire plus de matières positives et pratiques. Cette réforme est nécessaire du haut en bas, de l'université à l'école primaire. Rendons nous bien compte que nous habitons l'Amérique et que nous vivons dans le siècle du progrès matériel, des inventions, du travail par les machines, de la rapidité en toute chose, des tarifs ajustés et adaptés aux circonstances de chaque peuple. Et demandons-nous ce que nos écoles nous enseignent pour nous préparer à la grande lutte qui se livre sur ces terrains, pour la vie financière et industrielle, pour l'influence, enfin. Nous sommes intelligents, mais nous savons peu — parce que notre système d'instruction n'est pas pratique."

Voilà déjà longtemps que dans le CANADA-REVUE nous avons demandé que notre enseignement soit modifié de manière à le rendre pratique et technique.

Comme l'hon. M. Mercier, dans son discours à la clôture des écoles du soir, comme l'hon. J. A. Chapleau au pique-nique conservateur de St. Hilaire, nous constatons que notre enseignement, suffisant pour faire des prêtres, des juges, des avocats, des médecins, était complètement insuffisant pour faire des industriels, des commerçants, des agriculteurs, de sorte que nous étions forcés de faire venir de l'étranger "nos ingénieurs, nos mécaniciens, nos chefs d'atelier."

Nous ajoutons qu'il fallait réformer au plus tôt notre enseignement. "C'est une réforme qui s'impose," disait M. Chapleau. "Cette réforme est nécessaire du haut en bas, de l'université à l'école primaire," dit, à son tour, M. Tarte. Quant aux pères de famille, la grande majorité demande, à grands cris, que cette réforme soit rapidement accomplie. Ils ne savent, disent-ils, où faire élever leurs enfants, car ils ne voient pas une maison d'éducation qui puisse les "préparer à la grande lutte qui se livre pour la vie financière et industrielle, pour l'influence, enfin."

Cette réforme, M. Tarte ne veut pas la borner à l'enseignement secondaire, il la demande aussi pour l'enseignement primaire, dans lequel il comprend qu'il faut "introduire plus de matières positives et pratiques." Certes, il a grandement raison. L'école primaire doit être de nos jours une préparation à l'apprentissage, et dans le plus grand nombre de cas